



HAL
open science

LES FONDEMENTS DE LA CRISE CAFÉIÈRE AU BURUNDI

Hubert Cochet, Barnabé Ndarishikanye

► **To cite this version:**

Hubert Cochet, Barnabé Ndarishikanye. LES FONDEMENTS DE LA CRISE CAFÉIÈRE AU BURUNDI. Mondes en Développement, 1998. hal-02526007

HAL Id: hal-02526007

<https://hal.science/hal-02526007>

Submitted on 31 Mar 2020

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

LES FONDEMENTS DE LA CRISE CAFÉIÈRE AU BURUNDI

Hubert. COCHET

Agroéconomiste, Institut National Agronomique Paris Grignon
16, rue Claude Bernard, 75005 Paris, FRANCE

Barnabé. NDARISHIKANYE

Économiste, ancien Maître-assistant à l'Université du Burundi
5851, Boul. Joseph Renaud, Anjou QUEBEC H1K 3T4

RESUMÉ

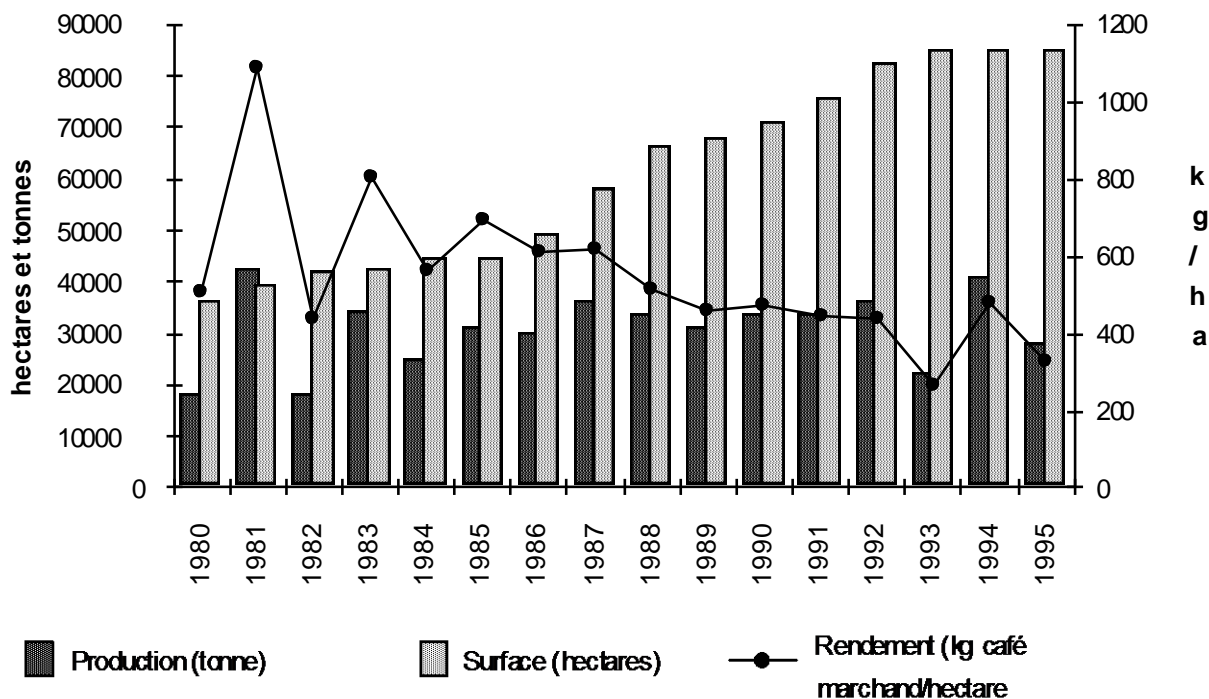
Cet article propose une réflexion sur les causes profondes des problèmes graves que connaît le secteur caféier au Burundi. Il démontre que l'essentiel des difficultés sont à rechercher au niveau des conditions de la production chez les caféiculteurs. Confrontés à une forte baisse de leur rémunération et contraints de consacrer une grande partie de la matière organique disponible dans leur exploitation à la production caféière, les paysans se voient exigés des sacrifices de plus en plus disproportionnés au regard des revenus escomptés, d'autant que le café n'est qu'une culture parmi d'autres, la bananeraie se révélant plus productive et plus rentable.

Pour le Burundi, la production de café *arabica* représente à la fois la première source de devises du pays (entre 60 à 85% des recettes d'exportation) et l'une des principales ressources budgétaires aux travers des taxes (à l'exportation) et autres prélèvements effectués par l'Etat sur la filière café. La caféiculture concerne aussi au plus haut point la majorité des agriculteurs burundais. Pour eux, le café représente à la fois une source de revenu monétaire qu'ils souhaiteraient préserver, et un système de culture dont les exigences apparaissent de plus en plus difficiles à satisfaire. Grâce à une politique volontariste des pouvoirs publics, le verger national est passé de quelques 90 millions de caféiers en 1980 à plus de 220 millions aujourd'hui. Sur la base de ces campagnes de plantation, on prévoyait de passer d'une production moyenne annuelle de 30 000 tonnes de café marchand à une production comprise entre 45 000 et 50 000 tonnes au début des années 90¹.

Mais la réalité a déçu. Car malgré l'extension des surfaces plantées depuis une dizaine d'années, la production a évolué en dents de scie dans une fourchette de 30 000 à 35 000 tonnes sans manifester aucun signe du décollage espéré. Et cette stagnation a eu lieu alors que les cours mondiaux du café connaissaient une baisse spectaculaire, à l'exception de l'amélioration brutale observée pendant la campagne 1994-1995. La surface du verger ayant été considérablement accrue, c'est la baisse des rendements moyens qui est à l'origine de la stagnation de la production nationale (graphique n° 1). En outre, il semblerait que la qualité moyenne du café burundais souffre également de cette crise. Malgré l'accroissement de la part occupée par le café *fully washed*² dans la production nationale, la qualité globale du café n'a pas suivi, en

particulier pour la sous-filière *washed* qui absorbe en fait les déchets (cerises refusées) de la sous-filière *fully washed*.

Graphique n° 1: Les principales tendances de la crise caféière au Burundi: évolution des surfaces plantées, de la production de café marchand et des rendements 1980-1995.



Source: H. Cochet: *Etude sur la stratégie des producteurs de café au Burundi*, Office du café - OCIBU / INAPG, 1995.

L'évolution divergente du verger national et des rendements représente sans doute le symptôme le plus aigu d'une crise profonde de la caféiculture. En faisant pression à la baisse sur le prix payé aux producteurs, l'évolution défavorable des cours du café (jusqu'en 1994) a contribué, comme nous le verrons, à décourager les agriculteurs. En outre, la crise politique dramatique dans laquelle est plongé le pays depuis 1993 a aussi perturbé les activités de la filière café, en provoquant déplacements de populations, insécurité et interruptions fréquentes des opérations de transformations, transport et vente du produit³.

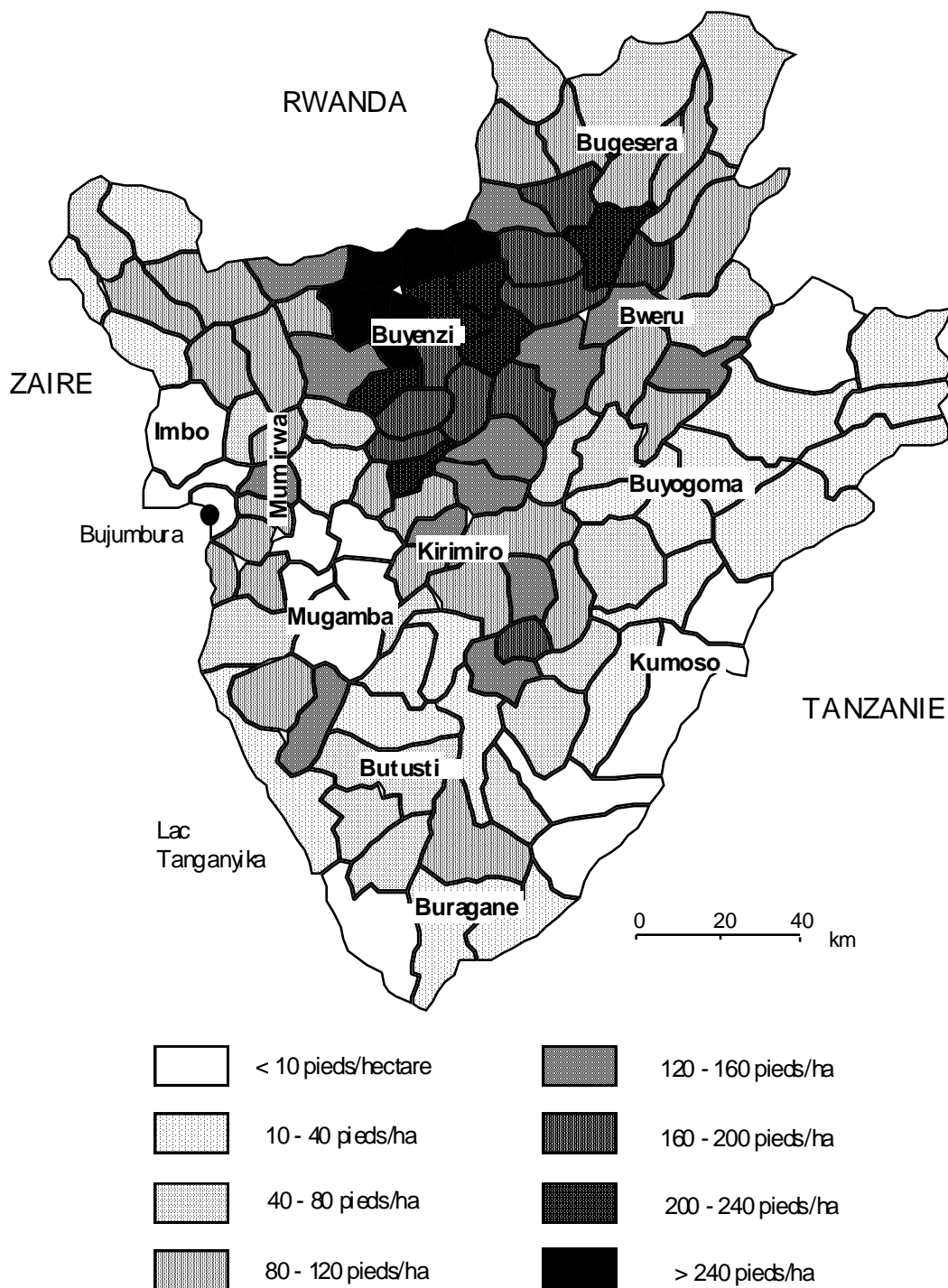
Cependant, ce n'est ni l'évolution défavorable des cours ni la crise politique et la guerre civile qui sont à l'origine des difficultés rencontrées. Les fondements de la crise caféière sont plutôt à rechercher au niveau de l'exploitation agricole elle-même où les contradictions existantes à propos de l'affectation des ressources ont atteint un niveau extrêmement préoccupant.

En effet, dans le contexte de sa réforme, entreprise en 1991, la "filière café" a été l'objet d'une attention toute particulière du gouvernement, des différents partenaires de la filière et des bailleurs de fond. De nombreuses études ont été réalisées sur le système de rémunération des intervenants de la filière, sur les moyens et modalités de privatisation des différents maillons de la chaîne, sur le système de vente aux enchères qui a été adopté pour le produit final, etc.. Paradoxalement, et bien que tout le monde s'accorde sur la gravité de la stagnation de la production et sur la localisation probable du problème au

niveau du producteur lui-même, très peu d'études ont été entreprises à ce niveau d'analyse. Les quelques hypothèses avancées ici et là évoquent le plus souvent le "manque de motivation des producteurs" qui conduirait au manque d'entretien des caféières et à la non application des thèmes techniques recommandés, le "relâchement" de l'encadrement et l'inefficacité du système de vulgarisation, le vieillissement relatif du verger, la concurrence des cultures vivrières et, plus généralement, la "baisse de productivité" des caféières, sans que ce phénomène ne soit explicité davantage⁴.

Si les conditions dans lesquelles les agriculteurs burundais cultivent leur café sont finalement assez mal connues, c'est d'abord parce qu'il sont extrêmement nombreux à pratiquer cette activité (entre 600 000 et 800 000 familles sont concernées) et que les conditions pédo-climatiques, agronomiques et socio-économiques dans lesquelles ils se trouvent placés sont très variées. C'est aussi parce que les études consacrées à cette question s'intéressent trop exclusivement à la parcelle de café (itinéraire technique, application des recommandations de l'"encadrement", "revenus du café", etc.) et non à l'exploitation agricole toute entière, analysée en terme de système. Il est donc indispensable de replacer le café dans son environnement à la fois agronomique et micro-économique en le considérant comme un élément faisant partie intégrante d'un système de production, et ne pouvant pas être analysé indépendamment des autres éléments du système avec lesquels il est lié par un réseau d'interrelations réciproques. En outre, la caféiculture ne peut pas être perçue de la même manière par des agriculteurs n'ayant ni les mêmes moyens de production ni les mêmes intérêts, et par là même engagés dans des systèmes de production différenciés.

Carte n° 1: Densités communales moyennes en caféiers.
(en nombre de pieds par hectare de surface communale, 1991)



Source: H. Cochet, d'après les données corrigées du recensement caféier de 1991: effectifs totaux. Les densités indiquées sont très peu différentes des densités actuelles. Seules manquent les plantations réalisées en 1992, celles effectuées pendant les années de crise politique (1993, 1994, 1995, 1996) étant peu importantes (H. COCHET, 1995, op cit).

1. Le café dans les exploitations agricoles.

La caféiculture a déjà plus de soixante ans au Burundi; son irruption dans les collines a eu lieu dans les années trente, sous l'impulsion de l'autorité coloniale. Au cours des années cinquante pendant lesquelles on peut observer un premier "boom" du café, et à la suite des extensions modernes du verger national (dans les années soixante-dix et quatre-vingt), elle deviendra progressivement un élément central du système agraire. Aujourd'hui, presque toutes les communes du pays sont concernées (carte n° 1), et les agriculteurs burundais, dans leur grande majorité, produisent du café. La production burundaise de café *arabica* provient de très petites parcelles (quelques ares en général, regroupant le plus souvent de 200 à 300 caféiers) dispersées chez un très grand nombre de producteurs.

Caféière et bananeraie.

Aucun agriculteur burundais ne s'est, à ce jour, spécialisé dans la caféiculture au point d'en faire son activité exclusive et de lui consacrer la totalité de ses terres. Les cultures vivrières occupent toujours une place de choix dans les assolements et dans les préoccupations des agriculteurs. C'est ainsi que les agriculteurs disposent également d'une plantation de bananiers à bière installée à proximité immédiate de leur maison et associée le plus souvent à d'autres arbres fruitiers et plantes à tubercules (taro). Au delà de la bananeraie, c'est souvent le domaine des associations de cultures saisonnières, céréales et légumineuses permettant deux récoltes par an (par exemple: le maïs et le haricot en première saison de culture, le sorgho en deuxième saison). Enfin, c'est à la périphérie de l'exploitation que l'on rencontre habituellement manioc et patate douce, cultivés en alternance avec des périodes de friche herbacée de plus ou moins longue durée. C'est pourquoi il est indispensable de comparer la caféière, en tant que système de culture spécifique, aux autres systèmes de culture(s) mis en place par les agriculteurs⁵.

Cette comparaison est particulièrement significative en ce qui concerne la bananeraie. En effet, qu'elle soit dense et seulement associée à des cultures d'ombrage (taro) ou légèrement clairsemée pour permettre la mise en place d'un cycle de haricots en début de saison des pluies, la bananeraie constitue actuellement le système de cultures le plus performant en terme de création de valeur par unité de surface ou par journée de travail. Dans toutes les régions du pays, c'est la bananeraie qui arrive en tête du palmarès des systèmes de cultures, du point de vue de la valeur ajoutée par unité de surface (V.A./are). Tandis que le produit de la bananeraie représente fréquemment 2 500 à 3 000 francs burundais/are (F. bu/are) dans la plupart des régions (60 à 75 FF), la caféière ne "rapporte" en général que 1 000 à 1 500 F. bu/are (25 à 40 FF) dans les régions favorables à cette culture⁶. Contrairement à une idée fort répandue, ce n'est pas dans la région du Buyenzi, pourtant très favorable au café, que celui-ci "rapporte" le plus à l'are. Ceci est largement imputable aux contraintes de paillage, comme nous le verrons dans la suite.

Les écarts sont encore plus marqués dans le cas de la valeur ajoutée/jour car la caféière exige nettement plus de travail que la bananeraie (en particulier pour la récolte et le paillage). Ainsi, dans toutes les régions du pays, une journée de travail consacrée à la bananeraie produit davantage de

richesse et est beaucoup mieux rémunérée que la même journée de travail consacrée au café. Les écarts sont fréquemment de 1 à 3 ou 4, la caféière ne rémunérant la force de travail qu'à hauteur de 100 à 200 F. bu/jour (et très souvent beaucoup moins) quand la bananeraie assure toujours une rémunération minimale de 300 F. bu/jour mais atteignant très souvent 800 à 1 000 F. bu/jour et plus (20 à 25 FF)⁷.

De telles comparaisons auraient pu être étendues à d'autres systèmes de cultures (système à manioc, très répandu dans presque toutes les régions du pays, système associant maïs, sorgho et haricot, etc.). La comparaison bananeraie/caféière reste cependant la plus intéressante dans la mesure où ces deux systèmes sont souvent ceux qui procurent le plus de revenu monétaire aux familles (ce sont les principales "cultures de rente"), sans parler des multiples relations qui existent entre ces deux systèmes de cultures (par le biais du paillage, notamment), comme nous le verrons.

Place du café dans les systèmes de production.

Quelle est la place réservée au café dans les exploitations agricoles ? Et quel rôle joue cette activité dans les systèmes de production⁸ ?

A l'exception de quelques petites régions du pays (certaines communes du Mugamba-sud, par exemple), la bananeraie constitue le dénominateur commun de l'immense majorité des unités de production paysannes du Burundi. Et c'est elle qui occupe généralement la première place dans la création de valeur ajoutée totale de l'exploitation agricole. Le café n'arrive généralement qu'en deuxième, voire en troisième ou quatrième position.

Dans le Buyenzi (carte n° 1), première région caféicole du pays, tout le monde, ou presque, cultive du café. Cette activité est donc bien sûr d'une grande importance pour l'économie régionale. Mais l'étude détaillée des différents types d'exploitations agricoles nous a permis de nuancer le diagnostic au cas par cas⁹. Pour environ un quart des producteurs de la région (26%), le café est véritablement l'activité principale et procure plus de la moitié de la valeur ajoutée (55% à 70%). En revanche, pour près de la moitié des producteurs de la région (47% du total), la caféiculture n'occupe qu'une modeste place dans le système de production et ne participe qu'à hauteur de 12 à 20% dans la formation de la valeur ajoutée totale de l'exploitation. Pour eux, c'est la bananeraie qui occupe la première place avec 45 à 60% de la valeur ajoutée. Enfin, pour les autres producteurs de la région (un gros quart des producteurs), caféière et bananeraie réunies n'occupent qu'une faible place dans l'assolement et ne procurent qu'un quart de la valeur ajoutée totale. Ainsi donc, il n'y a guère plus d'un quart des agriculteurs pour lesquels la caféiculture est le pilier de l'économie domestique, et ce dans la région naturelle du pays la plus favorable au café et la plus densément "couverte" de caféiers. Cette proportion est donc moindre partout ailleurs.

Dans le cas du Mimirwa (région de Bubanza-Musigati), il n'y a qu'un gros quart (28%) des producteurs pour lesquels le café procure une part importante de la valeur ajoutée et du revenu agricole (entre 25 et 30%). Un petit quart (22%) ne tire de la caféiculture que 5 à 10% de son revenu tandis que la moitié des producteurs de la région ne possède aucune parcelle de café.

Dans le cas du Bweru (région de Karuzi), environ 30% de producteurs tirent du café près de 20% de leur revenu agricole total, 40% n'en obtiennent

que 10 à 15% la bananeraie procurant l'essentiel du revenu, tandis que les 30% restant ne cultivent pratiquement pas de café.

Enfin, dans les régions moins favorables au café, comme le Buyogoma par exemple, les paysans sont très nombreux (largement majoritaires) à posséder une ou plusieurs parcelles de café, réalité qui peut surprendre compte tenu du faible avantage comparatif de ces régions en matière de caféiculture. On sait cependant que la production de café n'est pas toujours l'objectif principalement recherché et que la plantation est souvent là pour appuyer des revendications foncières, pour empêcher l'extension des voisins, l'installation de jeunes migrants en quête de nouvelles terres, ou les empiétements réalisés par l'administration pour les projets de reboisement par exemple. La part du café dans l'origine du revenu est alors très faible (souvent inférieure à 5%).

Au terme de cette brève analyse, on mesure à quel point la réputation du café -souvent considérée comme "la principale source de revenu des agriculteurs"- est éloignée de la réalité. C'est la dimension de la bananeraie et son rendement qui déterminent, plus que toute autre chose, le revenu des agriculteurs.

La place du café est plus conséquente si l'on s'intéresse à la fraction commercialisée ("monétarisée") du produit brut de l'exploitation agricole. Les productions vivrières étant consommées en grande partie si ce n'est en totalité, il n'y a guère que la bière de banane et le café pour procurer quelque argent à la famille. Chacun sait que l'époque de la vente du café est parfois faste pour les familles de caféiculteurs qui disposent alors d'un pouvoir d'achat. C'est l'occasion d'acheter les biens de consommation courante qui font défaut le reste de l'année, de renouveler le pagne de son épouse et d'acquérir d'autres produits non agricoles, sans parler des dépenses festives effectuées à cette époque.

Le revenu monétaire est un critère économique qui ne doit cependant pas être utilisé sans précautions particulières. On constate en effet que les petits producteurs du Buyenzi qui sont déjà engagés dans un début de "spécialisation caféière" ne consacrent aux cultures vivrières qu'une petite surface inférieure à 20 ares par actif. Dans ces conditions, ils ne produisent pas assez de vivres pour nourrir leur famille et doivent consacrer une partie ou la totalité (en cas de récolte médiocre) de leur revenu caféier à l'achat de produits vivriers. La situation financière de ces producteurs est souvent assez tendue dans la mesure où les revenus du café, essentiellement disponibles vers les mois de juin-juillet, doivent permettre à la famille de "tenir" tout au long de l'année en faisant face aux achats de vivres. On voit que la vente d'une récolte de café accroît le revenu monétaire des agriculteurs mais pas nécessairement le revenu global. Tout dépend du maintien ou non du niveau de satisfaction de la famille en produits vivriers et de l'utilisation de ce revenu monétaire et du pouvoir d'achat réel qu'il autorise (voir § 2).

Cet exemple montre bien que le niveau de revenu monétaire atteint par une famille paysanne ne suffit pas à juger de la santé économique de son unité de production ni à évaluer son niveau de vie. L'amélioration de l'autoconsommation familiale (diversification et meilleur équilibre de la ration), la diminution des risques encourus, le maintien et l'amélioration du potentiel de fertilité des différentes parcelles de l'exploitation et l'accroissement du pouvoir d'achat des agriculteurs (et non pas seulement de leur "revenu monétaire") ne peuvent être dissociés pour faire de l'exploitation agricole une unité de production reproductible.

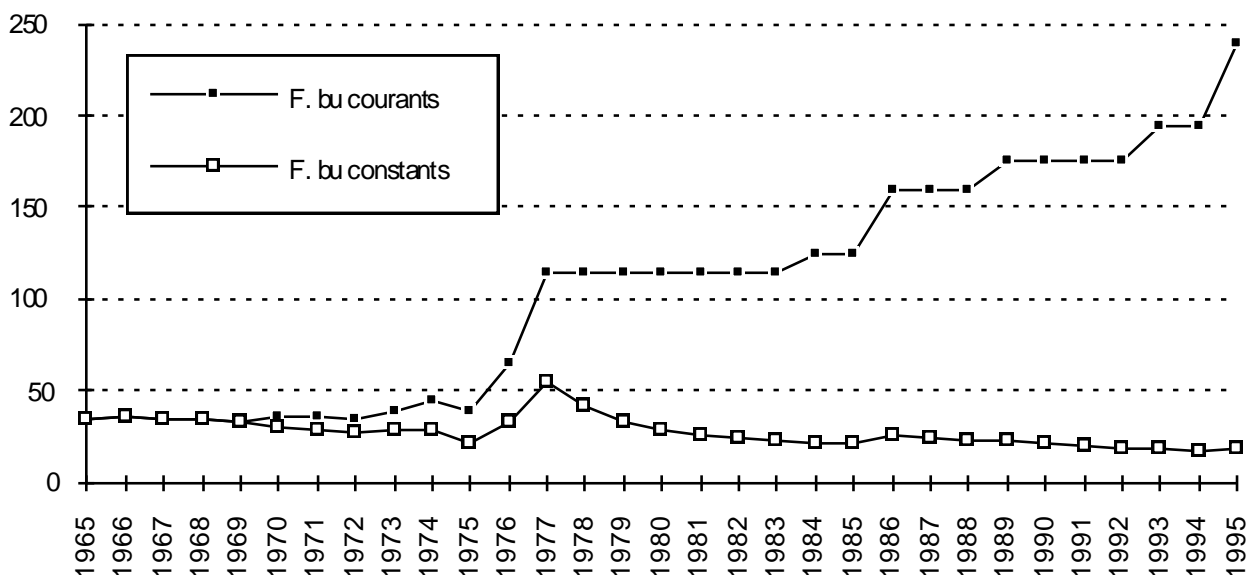
En outre, la caféiculture exige parfois d'importantes dépenses monétaires qui viennent ainsi diminuer le revenu monétaire qui en découle, (contrairement à la bananeraie qui n'exige en général aucune dépense d'argent). C'est le cas pour tous les producteurs contraints de faire appel à des journaliers pour la récolte et/ou le paillage, et de ceux qui de surcroît doivent acheter à l'extérieur de leur exploitation une partie de la biomasse nécessaire au paillage (voir § 3).

2. Le pouvoir d'achat des caféiculteurs est en baisse continue.

Le prix réel payé au producteur se dégrade depuis bientôt 20 ans.

Le prix au producteur a toujours été fixé par l'État en début de campagne, sur la base de la *grille de rémunération* (ou *échelle mobile*) qui prévoit la rémunération de tous les intervenants de la filière. Jusqu'en 1975, ce prix nominal a relativement peu varié, entre 35 et 45 F. bu./kg de café-parche, des périodes de hausse modérée alternant avec des années de baisse. A partir de 1976, le prix nominal accordé aux producteurs n'a jamais baissé et a suivi une évolution en paliers. Il a été relevé six fois. La hausse la plus spectaculaire est décidée en 1976 et 1977, années pendant lesquelles le prix est rehaussé de 39 F. bu/kg à 65 puis 115 F. bu. Le prix au producteur sera également relevé en 1984 (il passe à 125 F. bu), puis en 1986 (160 F. bu), 1989 (175 F. bu) et en 1995 où il est fixé à 240 F. bu (graphique n° 2).

Graphique n° 2: Évolution du prix du café payé au producteur, 1965-1995 (prix officiel du café-parche¹⁰).



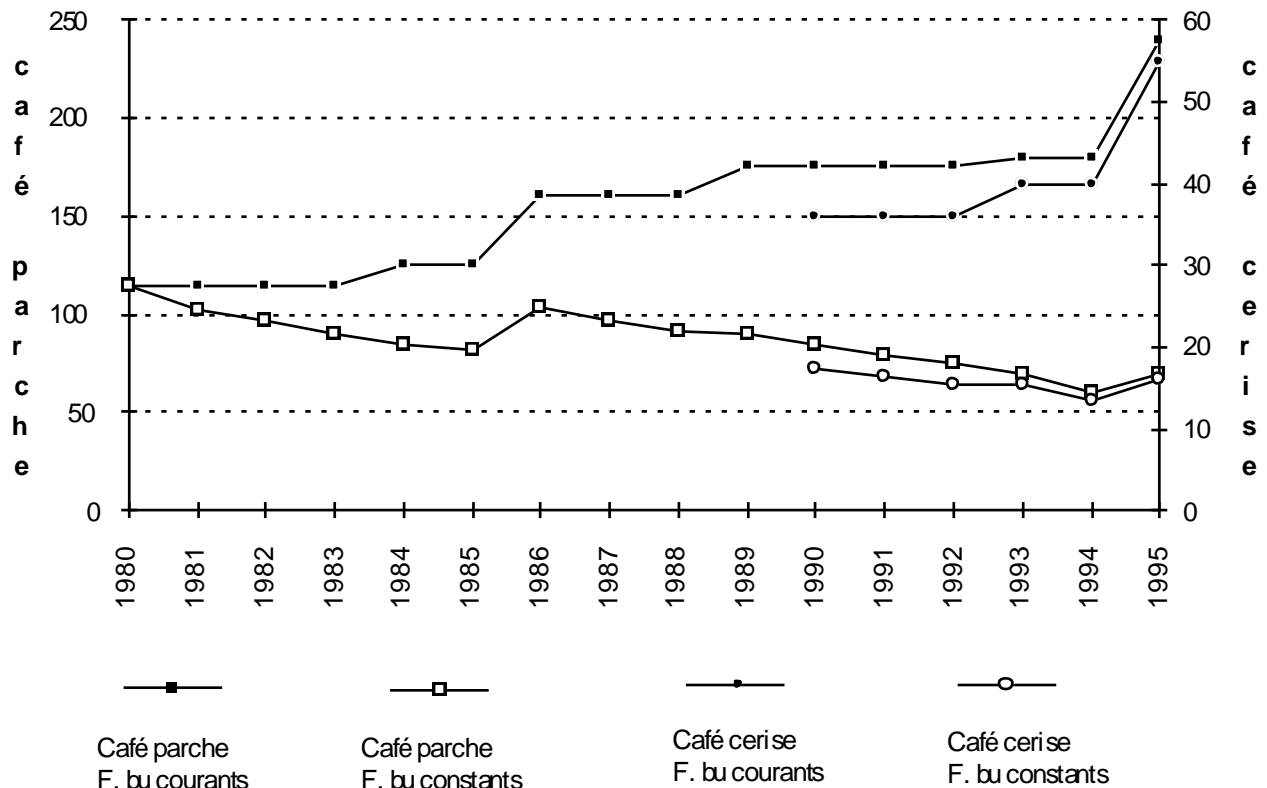
Source: H. COCHET, 1995 (op cit).

L'évolution favorable du prix nominal du café est cependant trompeuse. En effet, l'inflation, très accentuée à partir du début des années soixante-dix, a considérablement érodé le pouvoir d'achat des producteurs¹¹. Depuis 1970, le prix du café payé au producteur baisse en francs burundais constants, l'inflation absorbant les hausses successives décidées par les pouvoirs publics. A l'exception des années 1976-1977 où le prix payé au producteur fut relevé de façon spectaculaire, le pouvoir d'achat des caféiculteurs a connu une dégradation spectaculaire. Actuellement, la vente d'un kg de café procure un pouvoir d'achat deux fois plus faible que dans les années soixante, trois fois plus faible que dans les années 76-77. La hausse importante du prix payé aux producteurs pour la campagne 1995 n'est pas en mesure d'inverser cette tendance. Elle est presque invisible sur la courbe du prix réel (en F. bu. constants) où elle a pourtant été prise en considération (graphique n° 2).

Le graphique n° 3 présente l'évolution des prix nominal et réel pour les 15 dernières années en faisant apparaître les deux modes de rémunération actuellement pratiqués pour le café-parche et le café-cerise livré aux stations de dépulpage-lavage. L'évolution général du prix réel payé aux producteurs est donc identique et marquée par une baisse quasi continue de leur rémunération. A l'exception de la hausse de 1986 (elle même facilitée par une hausse passagère du prix mondial) qui permet un rattrapage partiel de la dégradation enregistrée depuis 1980, la baisse est continue et rapide. En 1993-1994, un kilogramme de café-parche (ou son équivalent en cerises) est vendu par le producteur à un prix réel inférieur de plus de 40% par rapport aux prix de 1980: 60 à 70 F. bu au lieu de 115 en 1980. Les hausses plus importantes du prix nominal consenties pour le café-cerise ne modifient pas cette tendance¹².

La situation concernant le café-parche est cependant encore plus défavorable dans la réalité, dans la mesure où il est de notoriété publique que les commerçants respectent rarement le prix officiel et rémunèrent en général les producteurs à un prix encore inférieur (indépendamment du truquage des balances, par ailleurs très répandu, et qui aggrave encore un peu plus la situation des producteurs).

Graphique n° 3: Évolution du prix nominal et du prix réel du café payé au producteur 1980-1995 (prix officiel du café-parche et du café-cerise).

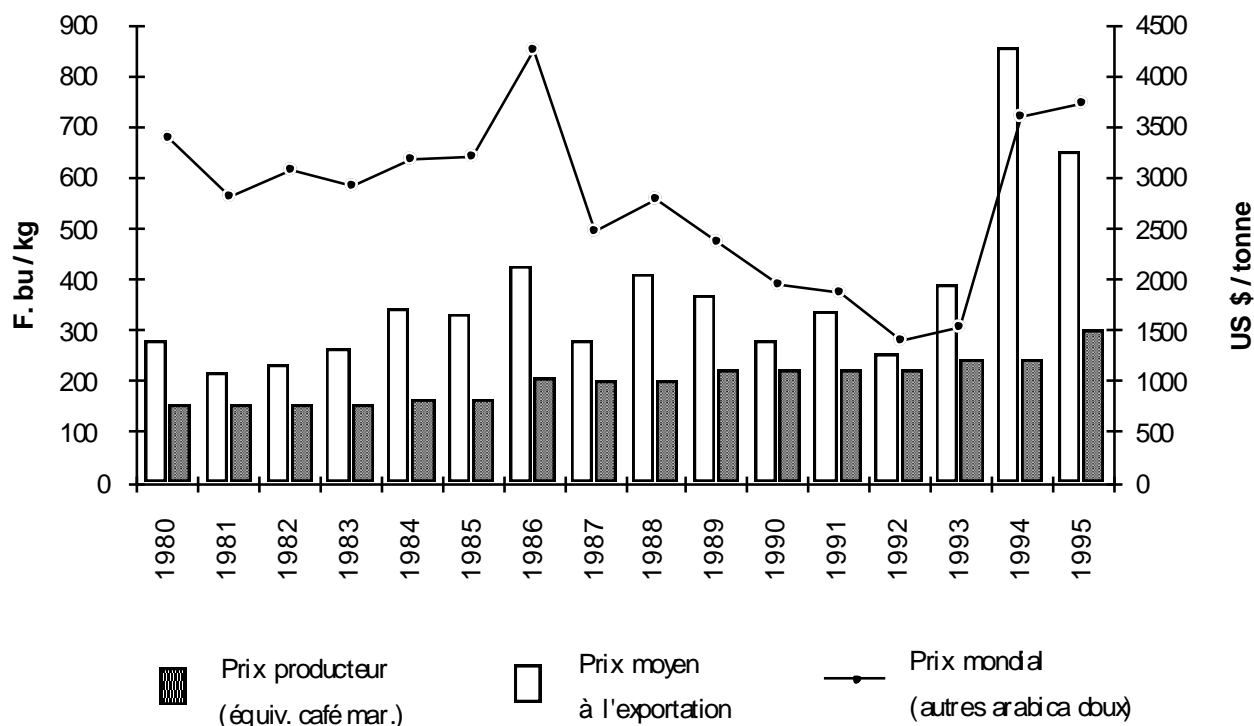


Source: idem

Cette dégradation continue est en partie liée, bien sûr, à la chute du prix international du café et du prix moyen de vente de l'*arabica* burundais sur le marché mondial, le prix payé au producteur représentant une part importante du prix de vente moyen à l'exportation, comme en témoigne le graphiques n° 4. Jusqu'en 1993, le prix aux producteurs représentait entre la moitié et les deux tiers du prix moyen du café burundais à l'exportation. Pendant la période de baisse rapide du cours mondial (indice OIC) de 1987 à 1992, le producteur a été partiellement protégé par la dévaluation de la monnaie burundaise et par l'accroissement de la part du prix d'exportation revenant au producteur. C'est pourquoi sa baisse de rémunération n'a été que de 40% (ce qui est déjà considérable) alors que la baisse des cours internationaux était plus accentuée encore. Sur cette courte période de 1987 à 1992, on peut estimer que les producteurs ont dû absorber directement environ la moitié de l'impact de la dégradation des cours internationaux du café¹³.

La situation a changé en 1994 et 1995. La flambée brutale des cours internationaux n'a pratiquement pas été répercutée au niveau du producteur et la part de la rémunération de ce dernier dans le prix moyen de vente du café sur le marché international a chuté: moins de 30% en 1994, un peu plus en 1995.

Graphique n° 4: Évolution du prix payé aux producteurs (équivalent café marchand en F. bu/kg), du prix moyen à l'exportation du café burundais (prix moyen *washed/fully washed* 1980-1995, en F. bu courants/kg) et du prix international des autres cafés *arabica* doux (en US\$/tonne).



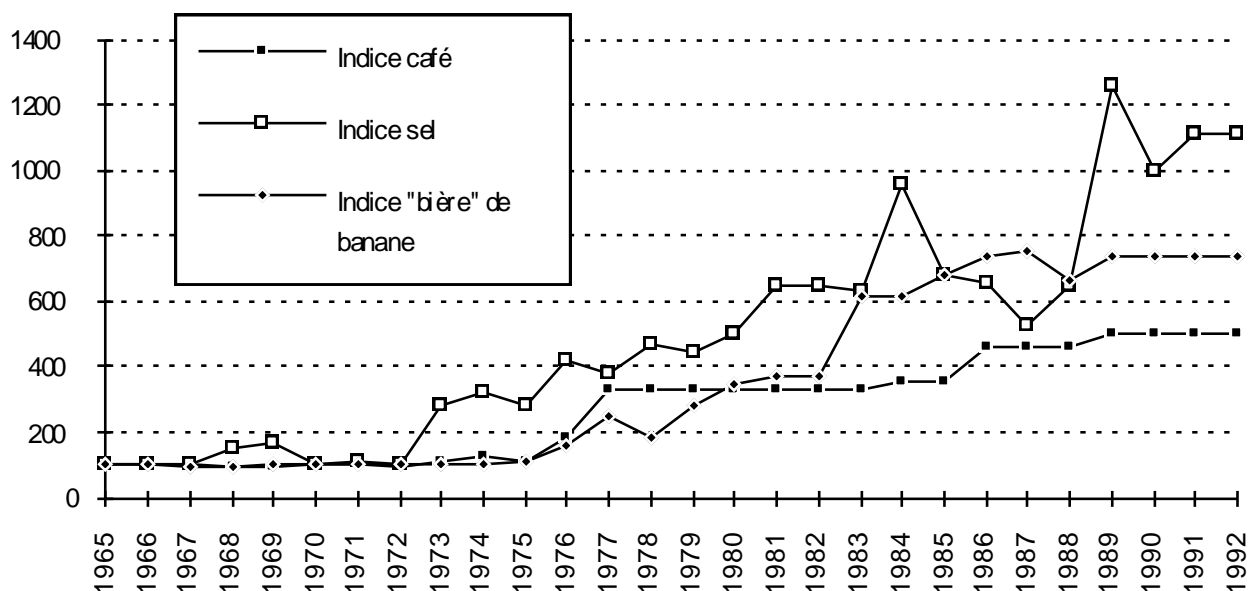
Source: prix aux producteurs: graphique n° 2; prix moyens à l'exportation: Ministère du Plan *Economie Burundaise 1992-1993* + données CFD; prix international des autres cafés *arabica* doux: FAO: *Annuaire de la production*, vol 35, 40, 43, 47.

Le système des prix relatifs est de moins en moins favorable au café.

La dégradation du prix réel payé aux producteurs pour leur café illustre la baisse de leur pouvoir d'achat dans un contexte inflationniste et en rapport aux autres produits qu'ils peuvent souhaiter vendre, ou au contraire acheter¹⁴. Afin de mesurer les difficultés croissantes auxquelles sont confrontés les producteurs, on peut comparer l'évolution du prix du café, exprimé en monnaie constante, avec celle enregistrée au niveau d'autres produits particulièrement significatifs pour les agriculteurs, par exemple la "bière" de banane, principal produit commercialisé ou le sel, produit de première nécessité (graphique n° 5).

A l'exception de l'année 1977, les indices des prix du sel et de la "bière" de banane sont situés très au dessus de celui du café¹⁵. La "bière" de banane n'ayant pas autant souffert d'une évolution défavorable du système de prix relatifs, on comprend que les agriculteurs aient eu un avantage accru à vendre le produit de la bananeraie, plutôt que de rechercher une augmentation des quantités de café vendues, café qui subissait un "désavantage comparatif" de plus en plus évident.

Graphique n° 5: Evolution comparée des prix du café (au producteur), du sel et de la "bière" de banane, 1965-1992 (indice 100 en 1965).



Source: H. Cochet, d'après des données rassemblées par A. NTACONZOBA (1994).

En outre, il faut rappeler que la bananeraie permet une circulation monétaire importante, surtout réalisée entre voisins d'une même colline. La bananeraie n'augmente pas beaucoup les disponibilités monétaires globales (le marché extérieur aux campagnes est réduit) mais accélère la *circulation* monétaire sur les collines. C'est la principale source de "monétarisation" des exploitations agricoles. Grâce à la souplesse avec laquelle elle permet d'obtenir de l'argent (production étalée sur toute l'année), elle évite d'avoir à vendre la récolte de manioc ou de café sur pied pour faire face à un besoin urgent. Elle évite parfois d'avoir à vendre sa force de travail; elle permet d'acheter des semences en temps voulu, etc.. D'autre part, la bananeraie offre une relative autonomie économique aux agriculteurs dans la mesure où la "bière" de banane échappe en grande partie à la taxation.

La dégradation du prix relatif du café, particulièrement nette depuis 1980, apparaît donc comme un facteur aggravant considérablement les difficultés rencontrées par les producteurs. En outre, chacun sait à quel point les commerçants savent "ajuster" leurs prix au début de la campagne caféière, anticipant ainsi la hausse saisonnière de pouvoir d'achat des caféiculteurs. Les prix des produits non agricoles proposés sur les marchés et dans les boutiques augmentent souvent dès que les agriculteurs touchent l'argent du café. Leur pouvoir d'achat s'en trouve encore amoindri.

Le Produit Brut/ha est en baisse rapide chez le producteur.

Le Produit Brut dégagé par hectare de caféière subit donc une double dégradation:

- celle des rendements moyens, dont l'évolution négative a été soulignée en Introduction (graphiques n° 1), et qui est largement due aux difficultés croissantes que rencontrent les producteurs (coût d'opportunité de la force de travail et de la biomasse transférée sur le café par le paillage, en particulier, cf. § 3),
- celle du prix réel payé aux producteurs, évoquée ci-dessus, et mise en évidence sur les graphiques 2 et 3.

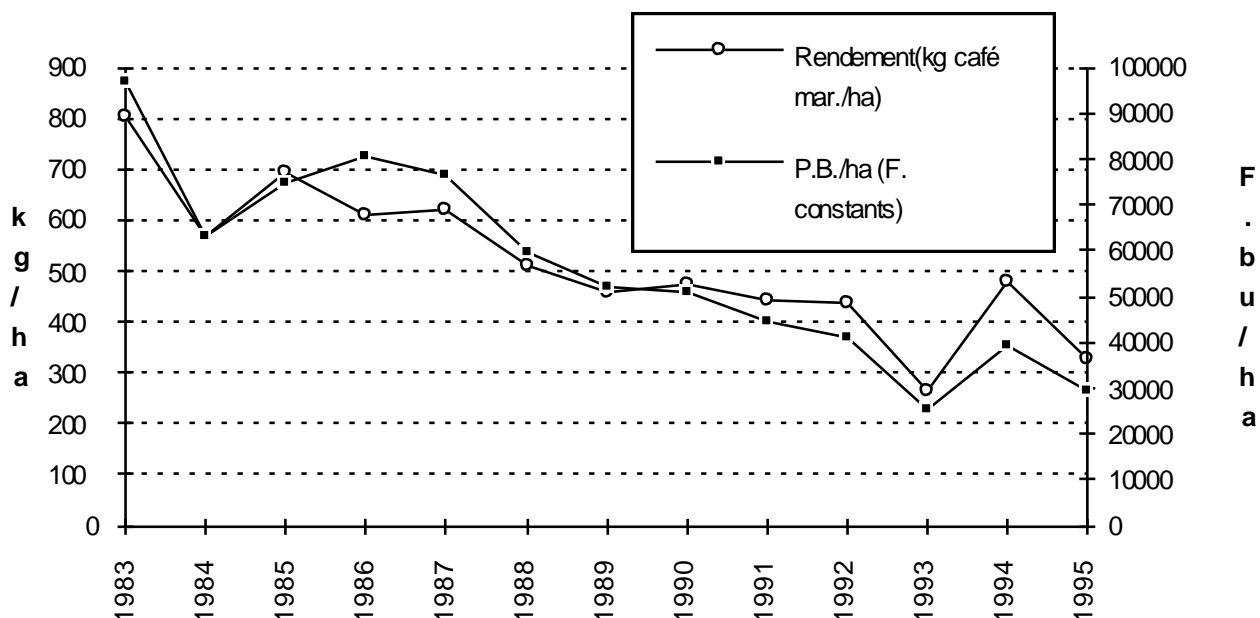
Le résultat de cette conjonction d'évolutions défavorables est que la valeur de la production obtenue par unité de surface a connu une baisse encore plus marquée que les rendements moyens, comme le montre le graphique n° 6. Au cours des dix dernières années, et tandis que les rendements moyens connaissent une baisse de l'ordre de 40 à 45% (passant de 600-620 kg café marchand/ha en 1986-1987 à environ 350 kg/ha ces dernières années), le Produit Brut moyen/ha enregistrait une chute de 55% en francs constants de 1980 (passant de près de 80 000 F. bu/ha au cours des années 1985-1986-1987 à 35 000 F. bu/ha seulement ces dernières années).

La rémunération moyenne du travail consacré au café (valeur ajoutée/jour) a suivi le même chemin. En outre, les difficultés croissantes rencontrées pour rassembler toute la matière organique nécessaire au paillage (davantage de travail et des coûts monétaires en plus, pour une même quantité de paillis, cf. suite) augmentent le temps de travail nécessaire et provoquent une baisse encore plus forte du résultat obtenu rapporté à la quantité de travail effectuée.

Cette évolution générale dissimule bien sûr de grandes variations entre régions, et entre différentes catégories de producteurs. Certains producteurs ont été moins affectés parce que les coûts d'opportunité de leur force de travail et de la biomasse dont ils pouvaient disposer étaient relativement faibles, tandis que d'autres, au contraire, ont été encore plus touchés par cette crise, du fait des conditions particulières dans lesquelles ils travaillent.

Les producteurs de café du Burundi ont donc connu une dégradation particulièrement grave des conditions économiques dans lesquelles ils travaillent. Le prix auquel on leur achète leur café est en baisse continue; le pouvoir d'achat qui en résulte ne cesse de se détériorer. Si dans ce contexte extrêmement défavorable, les producteurs ne sont pas prêts à augmenter indéfiniment les sacrifices consentis, les rendements baissent et la spirale infernale s'accélère: la dégradation conjointe des rendements moyens et des prix fait chuter la valeur ajoutée par are autant que celle dégagée par journée de travail, entraînant dans sa chute la rentabilité de la caféiculture et les motivations des caféiculteurs.

Graphique n° 6: Évolution du rendement moyen (en kg de café marchand/ha) et du Produit Brut/ha (en F. bu constants), 1983-1995.



Source: H. COCHET (1995).

Le développement récent des "stations de lavage" du café, en permettant d'améliorer la maîtrise des opérations de dépulpage (première étape de transformation du produit), a permis une meilleure valorisation du produit final sur le marché international (café *fully washed*). Mais les accroissements de valeur ajoutée induits par cette amélioration de qualité du produit final ne sont pas répercutés au niveau des producteurs. Certes le prix de la cerise qui leur est payé est légèrement supérieur à l'équivalent café-parche depuis 1993 mais la part relative de valeur ajoutée totale qui revient aux producteurs est cependant moindre dans le cas de la sous-filière *fully-washed*. Pour la campagne 1992/93, les producteurs ont reçu 80% de la valeur FOB du café *washed* contre seulement 66% de la valeur FOB du café *fully washed*. Ces proportions ont été respectivement de 58,5% (*washed*) et 41,5% (*fully-washed*) pour la campagne 1993/1994, malgré le relèvement du prix de la cerise¹⁶. Cette différence s'est néanmoins estompée en 1994 (29,5% pour le *washed* contre 28% pour le *fully-washed*), la part globale revenant aux producteurs ayant été fortement réduite (graphique n° 4)¹⁷. En diminuant la part de valeur ajoutée qui revient aux producteurs, le développement de la filière *fully washed* semble donc priver les caféiculteurs des bénéfices que représente l'accroissement de la valeur du produit final sur le marché international. Au lieu d'accroître eux-mêmes la valeur de leur produit (faute de moyens de production adéquats) les producteurs vendent donc un produit à l'état brut et de moindre valeur.

"Prix de revient" et "seuil de rentabilité" chez le producteur.

Dans l'ancien système de rémunération des intervenants de la filière café, "l'échelle mobile" fixait la rémunération de chacun. Elle était établie en début de campagne sur la base de la récolte prévue, et d'une estimation des besoins budgétaires de chaque intervenant. Cette "échelle mobile" devait permettre de couvrir les coûts prévisionnels des différents maillons de la chaîne¹⁸. Ce système revenait donc à affecter *a priori* les résultats d'exploitation aux différents intervenants, sans prendre en compte ni le prix de revient de chaque opération, ni la valeur ajoutée effectivement créée à chaque niveau de la filière.

Dans le cadre de la réforme de la filière café, on a cherché à ajuster la rémunération de chaque intervenant à ses coûts de production réels, sur la base de critères de performance satisfaisants. Il était également prévu que la rémunération de chaque intervenant reflète effectivement les "conditions réelles du marché" avec pour objectif une libéralisation complète des prix intérieurs du café.

C'est dans ce contexte que la question de savoir comment déterminer le prix optimal qu'il faudrait payer au producteur a été posée. A quel prix d'achat le "seuil de rentabilité" est-il atteint chez le producteur ? Où (sous-entendu) jusqu'à quel prix d'achat serait-il possible de descendre sans aller en deçà de ce seuil et décourager les producteurs ? Comment connaître les coûts de production du caféiculteur pour en déduire un *prix de revient* du café exploitation, et en conséquence, un prix d'achat possible ? C'est la question qui a été posée à maintes reprises, sans qu'il n'y soit jamais apportée de réponse satisfaisante.

Cette apparente impasse n'est pas seulement due à la pénurie de données relatives à la caféiculture paysanne. Elle provient aussi du manque de pertinence de ce concept - *le prix de revient* - lorsqu'il est appliqué à l'économie des exploitations agricoles.

En effet, le calcul des "coûts de production" (ou du "prix de revient") d'un produit est souvent utilisé dans le secteur industriel où il constitue un outil de la comptabilité analytique. Mais dans le cas des exploitations agricoles familiales, la question délicate qui doit être résolue est le choix et l'affectation d'un prix à la journée de travail effectuée par l'agriculteur (ou les membres de sa famille) dans sa propre exploitation. C'est ainsi que l'application au secteur agricole des techniques de comptabilité analytique mises au point dans le secteur industriel a conduit certains économistes à introduire dans la "comptabilité" des exploitations agricoles les "charges supplétives" qui permettent d'estimer le coût des facteurs de production possédés par l'agriculteur et que celui-ci aurait dû se procurer au prix du marché s'il ne les possédait pas lui-même.

C'est en général ce type de calcul qui a été fait au Burundi dans les quelques études qui ont tenté de mesurer le "prix de revient" du café et la "rentabilité" de cette activité au niveau du producteur¹⁹. Toutes les journées de travail consacrées au café par l'agriculteur ou les membres de sa famille ont été prises en compte à un prix forfaitaire²⁰. De la même façon, il a été affecté au foncier une charge fictive correspondante à une "valeur locative" estimée²¹.

Lorsque l'on déduit du Produit Brut de l'exploitation la totalité des charges ainsi prises en compte (les charges réelles et les "charges supplétives"), le résultat obtenu peut être considéré comme un véritable "profit" au sens "capitaliste" du terme. Cela revient à considérer l'exploitation agricole burundaise comme une entreprise capitaliste comme les autres, c'est à dire censée rémunérer tous les "facteurs de production" au taux moyen. La main-d'oeuvre familiale (y compris le chef de famille et son épouse) serait ainsi

rémunérée par un salaire moyen, le capital serait rémunéré par un taux d'intérêt moyen et la terre par un loyer, une "valeur locative" moyenne. Cela revient aussi à considérer le caféiculteur comme un chef d'entreprise dont l'objectif serait l'accroissement du seul profit, hypothèse quelque peu irréaliste et dont l'utilisation est source de nombreuses erreurs d'interprétation.

C'est surtout l'introduction des "charges supplétives", en particulier l'affectation plus ou moins arbitraire d'un prix de marché unique à la force de travail familiale, qui compromet la pertinence et l'intérêt du "prix de revient" ainsi calculé. En effet, l'utilisation d'un prix forfaitaire identique tout au long de l'année suppose que le travail agricole a la même "valeur monétaire" quelque soit la saison retenue, le moment choisit dans le calendrier agricole et le système de production considéré.

Or, les agriculteurs raisonnent souvent l'emploi des facteurs de production, en particulier leur travail (ainsi que la biomasse nécessaire au paillage, comme nous le verrons), en terme de *coût d'opportunité*.

Les contraintes du calendrier de travail de l'agriculteur et l'apparition fréquente de "pointes de travail" (travail important et urgent à réaliser en un temps très court et/ou superposition de différentes tâches non différables) le conduisent à effectuer des choix et à affecter ainsi à son propre travail sur telle ou telle culture un "coût d'opportunité" déterminé. La récolte du café, par exemple, est une tâche intervenant à un moment très précis et non différable pour obtenir une bonne qualité du produit (cerises ni trop mûres, ni trop vertes). S'il va faire autre chose à ce moment là, il peut perdre une partie de la récolte: chute des cerises et/ou récolte trop tardive et nombreux refus à la station de lavage. A ce moment, rien ne saurait distraire le caféiculteur car le "coût d'opportunité" de son travail est alors très élevé et largement supérieur au prix de marché de la force de travail. Le vrai "coût d'opportunité" de son travail se mesurant alors par les pertes qu'entraînerait son absence, la journée de travail consacrée au café "vaut" beaucoup plus de 100 F. bu.

A l'inverse, à l'époque où il conviendrait de pailler la caféière, de nombreuses tâches peuvent se superposer et apparaître aux yeux de l'agriculteur comme beaucoup plus urgentes. Par exemple, la récolte des cultures de deuxième saison sur colline ou la mise en place des cultures de contre-saison dans les marais. La journée de travail qui est consacrée à ces cultures a alors davantage de "prix" que celle qui serait consacrée au paillage.

Cette notion de "coût d'opportunité" (en remplacement de celle de prix forfaitaire censé représenter un prix de marché moyen) permet aussi d'expliquer le fait, souvent vérifié, que les caféières sont mieux entretenues dans les petites exploitations que dans les grandes. En effet, les agriculteurs disposant d'une très petite surface n'ont guère d'alternatives en matière d'emploi de leur force de travail (sauf si d'importantes opportunités d'emploi extérieur existent, ce qui est rarement le cas). Le coût d'opportunité de leur travail est alors très faible, raison pour laquelle ils n'hésitent pas à accroître la quantité de travail consacré à leur caféière. Par contre, ce n'est pas le cas des agriculteurs disposant d'exploitations agricoles plus vastes et dans lesquelles de nombreuses activités peuvent accroître le "coût d'opportunité" du travail familial. Une analyse similaire pourrait être faite avec la biomasse que les agriculteurs consacrent à leur caféière.

C'est pourquoi la notion de "profit" et avec elle celle de "charges supplétives" et de "prix de revient" semble de peu d'utilité pour comprendre la réalité de l'économie caféière au niveau des exploitations agricoles burundaises. Ces trois notions apparaissent comme étant largement

déconnectées de la réalité dans une économie agricole où les exploitations agricoles sont très loin de raisonner l'emploi des facteurs de production par rapport à leur coût marginal, et où la rémunération des différents facteurs de production (terre, capital et travail) aux taux moyens n'a aucun sens. Ce n'est guère le "profit" qui préoccupe les agriculteurs burundais (le bénéfice restant après rémunération des "facteurs de production") mais plutôt l'accroissement de leur revenu, c'est à dire celui de la rémunération de leur travail et du peu de capital dont ils disposent.

En outre, le calcul des prix de revient pour chaque production, prise séparément, n'a pas beaucoup de sens car toutes les activités sont interdépendantes au sein de l'exploitation agricole (système de production). Si une activité est modifiée, le prix de revient des autres activités peut être également modifié, de sorte que la comparaison des prix de revient isolés du contexte de l'exploitation agricole n'est pas significative. Le "prix de revient" n'aurait vraiment de sens que dans le cas des exploitations agricoles pratiquant la monoculture.

Il est donc illusoire de penser que ce *prix de revient* existe et pourrait être calculé pour guider les pouvoirs publics ou les acteurs économiques privés dans la fixation du prix d'achat du café aux producteurs. Autant de situations particulières, autant de prix de revient...

Le fait que le prix de revient du café ne rende pas compte de la réalité économique des exploitations caféicoles du pays, ni dans son principe ni dans son unicité, ne signifie pas que les coûts de production, eux, sont dépourvus de signification. Mais ces coûts ne peuvent pas être envisagés sans référence au coût d'opportunité des ressources consacrées au café, et en particulier de la force de travail. Il en est de même de la biomasse transférée sur le café au cours des opérations de paillage, et qui représente aujourd'hui l'un des principaux coûts de la caféiculture.

3. Le coût de la biomasse consacrée au café.

Le paillage des caféiers.

Depuis les premières plantations dans les années 30 et au fur et à mesure de l'extension du verger national, le paillage du café a toujours fait l'objet d'un encadrement "rapproché" et d'une étroite surveillance par les agents de l'administration. Chaque planteur est en effet tenu de pailler son café. Cette opération consiste à apporter chaque année (en début de saison sèche) une importante quantité de matière organique sur la parcelle de café et à l'étaler uniformément afin de constituer un épais tapis de protection au pied des caféiers. L'efficacité d'un bon paillage et ses effets sur les rendements obtenus apparaissent incontestables²². Les agriculteurs obtiennent en général de meilleurs résultats lorsqu'ils ont paillé leur caféière régulièrement, abondamment, et en temps opportun.

Le paillage du café est le "thème technique" qui a le plus accaparé l'attention des services agricoles depuis l'époque coloniale. Soumis à une propagande intense et exposés à toutes sortes de sanctions en cas de désobéissance, les agriculteurs burundais ont toujours été fortement incités à pailler leurs caféiers. Mais si le paillage semble un élément favorable à l'obtention de rendements satisfaisants, pourquoi a-t-il fallu tant d'années de sensibilisation et d'encadrement sur ce thème ? Pourquoi maintenant-on encore récemment la menace d'amende pour les agriculteurs propriétaires de

café mal paillé ou non paillé ? Pourquoi, enfin, existe-t-il autant d'agriculteurs si peu enthousiastes pour pailler leur café ?

L'extension massive du verger national à toutes les régions du pays y compris celles dont les conditions pédo-climatiques n'apparaissent pas particulièrement favorables, et à la majorité des exploitations agricoles pose un certain nombre de problèmes, le plus préoccupant d'entre eux étant celui des disponibilités en matière organique pour le paillage des caféiers. Dans les régions qui étaient déjà caféicoles, l'accroissement considérable des surfaces caféières a provoqué une diminution drastique du rapport surface potentiellement productrice de paillis / surface à pailler, et fait du paillage des caféiers une contrainte majeure pour l'avenir de la caféiculture nationale. Dans les régions d'extension récente, le problème est pour le moment moins grave, mais de moins bonnes conditions climatiques (saison sèche plus longue, moindres précipitations) nécessiteraient d'apporter une quantité accrue de matière organique lors du paillage, ce qui s'avère généralement impossible. Les rendements y demeurent faibles.

Pénurie de biomasse: un problème généralisé.

D'où vient la matière organique nécessaire au paillage du café ? Des autres parcelles de l'exploitation pour la plus grosse part. Il s'agit en général de résidus de culture: feuilles et troncs de bananiers, résidus de maïs et sorgho (tiges, feuilles, et racines), fanes de haricots, patates douces ou arachides, racines de chiendent, tiges et feuilles de graminées des "lignes anti-érosives". Dans la majorité des exploitations agricoles burundaises, une grosse partie des résidus de culture est donc récoltée, transportée vers la parcelle de café pour y être étalée. Dans certaines régions, les pâturages résiduels sont aussi mis à contribution et fauchés pour le paillage, soit parce que les résidus de culture ne suffisent pas au paillage de la parcelle de café, soit parce que les caféiers ont été plantés sur d'anciens pâturages et sont éloignés de la maison et des autres parcelles de l'exploitation (cas fréquent sur les reliefs des régions du Mumirwa, Bututsi, Buyogoma, Bugesera, etc.).

Dans de nombreuses régions, les résidus de culture et les pâturages encore présents ne suffisent plus. Malgré la mise à contribution systématique de la bananeraie et des parcelles de cultures vivrières -dont la fertilité décroît- les agriculteurs ont de plus en plus de difficultés à se procurer la matière organique nécessaire au paillage de leur café.

Ce problème a déjà été évoqué par différents auteurs depuis une dizaine d'années. Les travaux publiés par l'ISABU en 1987 et 1988 et concernant les régions naturelles du Buyenzi et du Kirimiro soulèvent ce grave problème, puisque près des trois quarts des agriculteurs interrogés avaient mentionné le paillage comme étant leur principale contrainte²³. Plus récemment, les travaux entrepris par l'Office du café - OCIBU pour tenter d'identifier les freins à l'accroissement de la production caféière mettent en évidence l'aggravation du phénomène au niveau national: "la baisse de fertilité des parcelles réservées aux cultures vivrières pose un problème grave de disponibilité en matériaux de paillage... Il est donc à craindre que le paillage des caféières devienne très rapidement un luxe réservé aux familles qui auront encore la possibilité de trouver de la paille sur leur exploitation ou leur colline de résidence et qui seront en mesure de réaliser les travaux d'épandage avec la force de travail familiale"²⁴.

Les études réalisées entre 1991 et 1993 dans différentes régions naturelles du pays dans le cadre de l'Etude sur la dynamique des systèmes

agaires au Burundi²⁵ aboutissent à des conclusions semblables. Elles permettent cependant d'affiner le diagnostic, pour chaque région, en fonction des différents types de producteurs. La taille de l'exploitation, la place relative occupée par le café et les autres systèmes de cultures et d'élevage qui participent à la combinaison productive de chaque système de production conditionnent en effet le rapport surface productrice de paillis / surface à pailler et les difficultés plus ou moins marquées qui en résultent.

D'une manière générale, il est clair que la pénurie de biomasse que ressent la majorité des caféiculteurs burundais est largement due à la diminution régulière de la taille moyenne des exploitations (divisions successorales), à l'accroissement du rapport surface à pailler/ surface productrice de paillis, à la diminution de rendement observée très souvent sur les cultures vivrières (la quantité de résidus de culture baisse également) et à la diminution ou quasi disparition des surfaces en herbe à l'intérieur des exploitations agricoles (diminution de taille, mise en culture des derniers pâturages) ou à l'extérieur (reboisement massifs, distribution de certaines terres "communales" et mise en culture).

La biomasse a un prix.

La pénurie de biomasse a été à l'origine de l'apparition d'un phénomène relativement nouveau: l'attribution d'un prix de marché aux matériaux de paillis et le développement d'un véritable marché de la biomasse. Cette évolution est maintenant généralisée dans les régions fortement peuplées et où le café occupe une place importante (Buyenzi, Kirimiro, Bweru et, dans une moindre mesure, Bugesera et Mumirwa); elle est encore peu marquée dans les régions où la quantité de biomasse disponible est importante par rapport aux surfaces caféières en jeu.

Ainsi, celui qui ne dispose pas de matière organique en quantité suffisante doit désormais l'acheter. Ces nouvelles dépenses, ajoutées à celle relatives à l'embauche, parfois nécessaire, de force de travail d'appoint, font du paillage une opération devenue coûteuse en termes monétaires. Pour l'ensemble du pays, les dépenses effectuées pour l'achat de matière organique serait de 0,8 à 53 F. bu par caféier en fonction des situations de chacun, ce qui représente, dans le cas le plus défavorable, une dépense équivalente à la valeur de 300 grammes de café-parche, la moitié ou le tiers du rendement d'un "bon" caféier! De la même manière, les dépenses engagées dans l'embauche de main-d'œuvre d'appoint pour le paillage varieraient de 9 à 80 F. bu par caféier, le cas le plus défavorable représentant près de 450 grammes de café-parche²⁶.

Quatre parcelles de café, aux rendements strictement identiques, seront ainsi d'une "rentabilité" totalement différente en fonction du type de producteurs auxquels elles appartiennent:

- pour un petit producteur dont la parcelle de café est suffisamment petite pour être paillée avec les résidus de cultures de la bananeraie, la Valeur Ajoutée brute dégagée est égale au Produit Brut, c'est à dire à la somme obtenue de la vente du café (pas d'autres charges monétaires).

- un producteur disposant de prairies et de friches réservées pour le paillage pourra entretenir un plus grand verger sans difficultés et obtenir des rendements satisfaisants (paillis abondant), mais le résultat obtenu par journée de travail ne sera pas supérieur (à cause du transport de paillis) et le revenu

sera diminué des journées de travail qu'il aura fallu payer aux travailleurs supplémentaires.

- un caféiculteur qui doit acheter une partie importante de la matière organique nécessaire au paillage verra son produit brut caféier fortement diminué par cette charge spécifique et la valeur ajoutée dégagée sera alors nettement inférieure au produit brut.

- enfin, le paysan pauvre et obligé de vendre "sur pied" le produit de sa caféière sera dépossédé d'une fraction importante de la valeur ajoutée produite - le café étant vendu au moins 30% moins cher - qui correspond aux intérêts de ce crédit "informel".

Le tableau suivant illustre l'effet différencié du paillage sur la "rentabilité" de la caféiculture pour quelques producteurs du Buyenzi placés dans ces différentes situations d'accès à la matière organique nécessaire au paillage des caféiers.

Tableau n° 1: Rentabilité comparée de la caféiculture pour différents types de producteurs du Buyenzi situés dans des conditions différentes par rapport au paillage (en F. bu)²⁷.

Type de producteur	V.A./are	V.A./jour
Petit caféiculteur autosuffisant en M.O.	700 - 1 500	100 - 160
Propriétaire de prairie de paillage	1 000 - 2 000	110 - 160
Caféiculteur qui doit acheter de la M.O.	600 - 1 600	80 - 120
Producteur obligé de vendre sur pied	400 - 1 000	80 - 130

Dans les exploitations agricoles qui disposent encore de pâturages privés, ceux-ci sont fréquemment affectés en totalité au paillage du café. Les agriculteurs admettent qu'il faut entre 1 et 2 ares de pâturage pour pailler un are de café, dans le cas où ce pâturage est intégralement consacré au paillage. Dans ce cas, le calcul de la valeur ajoutée par are de café et sa comparaison avec les autres systèmes de cultures de l'exploitation ne reflètent qu'imparfaitement la réalité. En effet, il serait plus logique dans ce cas de rapporter la production obtenue à la surface totale nécessaire à son obtention: la surface plantée de caféiers + la surface de prairie nécessaire au paillis, le binôme caféière/prairie de paillis, alors indissociable, devant être alors considéré comme un et un seul *système de culture*. La valeur ajoutée à l'unité de surface doit donc être divisée par 2 ou par 3 pour un tel système de culture. La valeur ajoutée par unité de surface est comprise, dans une région comme le Buyenzi, entre 1 000 et 1 500 F. bu par are de caféière²⁸. En tenant compte des surfaces de prairie réservées au paillage dans les exploitations agricoles qui en possèdent encore, force est de constater que la Valeur Ajoutée par unité de surface chute alors à des niveaux largement inférieurs: 300 à 900 F. bu/are. Dans cette situation, le binôme café/prairie de paillis rapporte moins que la plupart des autres systèmes de culture pratiqués dans la région.

Ramenée à la surface totale immobilisée pour le café (caféière + prairie), la valeur ajoutée dégagée annuellement par hectare de café est donc faible. Déjà située en 2ème ou 3ème position dans les régions les plus favorables, la culture du café s'en trouve alors encore plus mal placée dans la palette diversifiée des systèmes de culture de l'exploitation agricole.

Le coût d'opportunité de la biomasse transférée vers le café.

Les opérations de paillage se traduisent donc par une concentration massive de matière organique sur la parcelle de café. Une partie importante de la biomasse créée sur l'exploitation agricole est transférée vers la parcelle de café, enrichissant cette dernière en humus et éléments fertilisants *au détriment* de la fertilité des autres parcelles de l'exploitation. Tel est le problème central causé par le paillage du café.

Ainsi, même lorsqu'aucune dépense monétaire supplémentaire n'est engagée, le paillage du café n'est pas gratuit. Les rendements du café sont obtenus au détriment de ceux de la bananeraie et des cultures vivrières. Il existe donc une "production perdue" du fait du paillage, un "manque à produire" sur toutes les parcelles d'où sont exportés vers le café les résidus de culture. Ce "manque à produire" est le *coût d'opportunité* d'une denrée rare: la matière organique transférée vers le café.

La plupart des agriculteurs se plaignent de la dégradation lente, mais semble-t-il continue et irréversible, des rendements sur les parcelles de cultures vivrières et en particulier sur les parcelles soumises au système de cultures maïs+haricot/sorgho et ses variantes. Le rendement du sorgho, en particulier, auraient été divisés par un facteur supérieur à 2 en une génération, la quantité de résidus produits suivant une évolution comparable. Bien qu'aucune étude n'ait été réalisée dans ce domaine au jour d'aujourd'hui²⁹, on ne peut s'empêcher de penser que ces flux de biomasse continus au détriment des parcelles vivrières et de la bananeraie ont contribué de manière décisive à la dégradation de la fertilité de ces parcelles. A l'inverse, les agriculteurs savent fort bien que les parcelles de café régulièrement paillées ont largement bénéficié de ces transferts. Ils sont nombreux à essayer d'en profiter discrètement en semant quelques rangées de sorgho ou de haricot entre les pieds de café et ce, malgré les risques de mécontenter fortement le vulgarisateur et l'agronome communal. Les rendements obtenus dans ces conditions sont fréquemment trois ou quatre fois plus élevés que dans les parcelles habituellement consacrées à ces cultures.

Le coût d'opportunité de la biomasse ainsi concentrée sur les caféières devrait ainsi être mesuré par la production vivrière perdue du fait de l'affectation de cette ressource rare (la matière organique) au paillage des caféiers. Il est en fait assimilable à l'ensemble des productions auxquelles les agriculteurs, et la nation burundaise, doivent renoncer pour pailler le verger caféier national.

On peut affirmer que la contradiction imposée par le paillage entre le café et les autres activités agro-pastorales de l'agriculteur: cultures vivrières, bananeraie, élevage, constitue aujourd'hui une contrainte majeure au développement de la caféiculture dans les exploitations agricoles du Burundi. Malgré l'existence de techniques alternatives³⁰, les agriculteurs sont encore contraints d'appliquer un itinéraire technique accapareur de biomasse et ce faisant extrêmement dangereux. En accentuant la diminution de la fertilité des parcelles qui fournissent cette matière organique, l'obligation de paillage fragilise l'économie de l'exploitation agricole, entraîne une baisse de la productivité du travail et constitue un frein supplémentaire à l'accumulation du capital au sein des unités de production. Dans les régions qui disposent de conditions particulièrement favorables pour le café (cas du Buyenzi, par exemple), la pénurie de matière organique entrave même l'accroissement des surfaces caféicoles et leur spécialisation caféière.

Conclusion

Le rôle souvent réduit que le café occupe dans la formation de la valeur ajoutée de l'exploitation agricole et dans l'élaboration du revenu agricole de l'exploitant est lié à la dégradation continue de la rémunération des producteurs. Cette forte baisse de rentabilité de la caféiculture explique en grande partie la faible participation du café au revenu agricole de la grande majorité des agriculteurs burundais. Elle explique aussi pourquoi de plus en plus d'agriculteurs ne sont pas prêts à accroître les sacrifices consentis pour le café, ni même à les maintenir en l'état dans un contexte de pénurie de biomasse et de dégradation de la valeur ajoutée produite par journée de travail. Cette situation hautement préoccupante est aussi le résultat de la politique d'extension tout azimut des plantations, y compris dans les régions peu favorables du point de vue pédo-climatique et où les quantités de paillis à apporter, pour obtenir un rendement correct, sont largement supérieures.

Cette politique d'accroissement des surfaces caféières, particulièrement vigoureuse dans les années quatre vingt, a été choisie pour faire face à la dégradation des cours internationaux du café amorcée à la fin des années soixante dix. On espérait ainsi que l'augmentation des quantités vendues compenserait la chute des cours. Par ailleurs, l'augmentation des surfaces caféières décidée par les pouvoirs publics correspondait aussi à l'explosion du service de la dette extérieure. Alors que celui-ci représentait 6 à 7% des exportations dans les années 1980-1982, il accaparait entre 35 et 42% du total des exportations à la fin des années quatre vingt, le café en assurant à lui seul plus des trois quart³¹. On misait alors sur l'"avantage comparatif" dont disposerait le Burundi à produire du café pour le marché international.

Le problème est que l'avantage comparatif en question était basé sur des "coûts de production" fortement sous estimés, car envisagés sous leur seul aspect monétaire et en ignorant le coût d'opportunité extrêmement élevé de la matière organique consacrée au paillage du café. Cet abaissement "artificiel" des coûts de production du café burundais créait en réalité l'illusion de l'avantage comparatif. Car aux difficultés croissantes que rencontrent les agriculteurs pour pailler leur café s'ajoute l'impossibilité de maintenir la fertilité des parcelles dont les résidus sont exportés vers le café. La baisse de fertilité des sols, si souvent évoquée par les agriculteurs, n'est pas le résultat de la seule "pression démographique" et de la diminution de l'élevage. Elle résulte aussi de ce transfert systématique des résidus de culture vers le café. Or, il n'est guère concevable d'accroître durablement la production nationale de café (les surfaces plantées en café et les rendements) si la production vivrière n'augmente pas suffisamment et si la productivité du travail sur les cultures vivrières se détériore.

Dans l'esprit de certains, la mise en valeur d'un avantage comparatif (pour le café, par exemple) serait en fait associée à la suppression des barrières douanières et à l'intégration complète au système de prix mondial. Ainsi, le Burundi aurait intérêt à se spécialiser dans les cultures d'exportation bénéficiant d'un "avantage comparatif" (café, thé) et à ouvrir largement ses frontières aux denrées alimentaires de base en provenance des pays où elles sont produites dans de meilleures conditions de productivité. Il ressort de ce raisonnement que pour tirer partie des avantages comparatifs, il suffit de supprimer les barrières douanières et de forcer les agriculteurs à produire pour le marché en "monétarisant" l'économie paysanne. Créer le besoin monétaire pour encourager les agriculteurs à vendre plus de café! Le problème est que, suite à la baisse réelle du prix du café payé au producteur, les paysans

préfèrent essayer de vendre de la "bière" de banane, du manioc ou du haricot plutôt que d'accroître leur production de café !³²

Certains experts pensent alors que la diminution du prix des denrées vivrières de base (ouverture des frontières) viendraient à point nommé pour encourager les agriculteurs à augmenter leur ventes de café. Cette politique, extrêmement lourde de conséquences, repose en fait sur une autre illusion: celle qui voudrait que la substitution du café aux cultures vivrières soit possible dans un contexte de dévalorisation continue de la production vivrière et du travail des agriculteurs.

L'accroissement de la production nationale de café - production qui représentait à peine plus de 4% du PIB jusqu'en 1993 - serait alors réalisée au prix de la dévalorisation brutale de la production vivrière, production qui représente, elle, 50 % du Produit Intérieur Brut³³. Appauvrir les agriculteurs pour les encourager à produire plus de café, tel est le paradoxe auquel aboutit ce type de raisonnement.

En réalité, l'exploitation d'un avantage comparatif (café) n'est pas incompatible avec un certain degré de protection de l'agriculture vivrière. Et ce n'est pas en dévalorisant la production vivrière que l'on pourra relancer la production nationale de café. Le travail consacré au café par les agriculteurs est de moins en moins rémunéré. Provoquer une dévalorisation identique de leur travail pour les cultures vivrières serait catastrophique et ne résoudrait en rien le problème du café. En effet, diminuer les revenus monétaires obtenus par la vente des produits vivriers provoquerait une diminution de l'épargne et des capacités d'investissement des agriculteurs, y compris de leur capacité à investir leur force de travail dans de nouvelles plantations de café. C'est pourquoi l'accroissement de la rémunération du travail effectué sur le café doit être mené de pair avec l'augmentation de la productivité globale du travail des agriculteurs et en particulier de la productivité du travail consacré aux cultures vivrières.

¹La production prévue par le Vème Plan était de 46 800 tonnes pour 1992.

²On appelle *Fully Washed* le café obtenu après dépulpage des cerises de café par procédé industriel dans les "stations de dépulpage". Le café dépulpé par les agriculteurs à domicile ou dans les petits centres de dépulpage manuel alimente la sous-filière dite du café *washed*.

³L'économie burundaise a d'ailleurs relativement bien résisté à la crise politique, du moins jusqu'en 1996. La campagne café 1994-1995 a même été particulièrement favorable comme le soulignait J. BOURGERIE, D. LECOMPTÉ et S. MARTIN: "la saison caféière 94-95, avec plus de 41 000 tonnes de café marchand cumulé à des cours mondiaux au zénith lors des ventes de la campagne 1994 a été miraculeuse. Les ventes de café vert ont augmenté de 73% en tonnage et de 109% en valeur par rapport à 1993, ce qui a constitué un ballon d'oxygène pour l'ensemble de l'économie avec près de 10 milliards de francs burundais (environ 200 millions de FF) distribués aux planteurs en commerçants et des recettes fiscales pour l'Etat d'un peu plus de 5 milliards au titre des droits de sortie" (C.F.D., août 1995).

⁴La question a également été posée de savoir si les statistiques utilisées par le planificateur pour estimer les récoltes à venir (prévisions qui se sont révélées fausses, comme nous l'avons vu) n'étaient pas elles-mêmes erronées. C'est pour répondre à cette question que les "recensements caféiers" de 1986 et 1991 ont été récemment passés à la loupe par une équipe de l'Institut des Sciences Agronomiques du Burundi - ISABU (Fl. FARGIER-BOUYJOU, J. P. HUBERT et F.

MAGANDA, ISABU-SER, mars 1994). Finalement, les ajustements réalisés par cette équipe sur le recensements de 1991 ne remettent pas fondamentalement en cause les chiffres déjà disponibles. La correction proposée est de 1% sur les effectifs totaux et de 6% sur les effectifs "en production". La baisse des rendements entre 1987 et 1992 est moins accentuée si l'on prend soin d'exclure du calcul les caféiers qui ne sont pas encore entrés en production. Maigre consolation cependant, car cette courbe connaît elle aussi une évolution inquiétante. Les rendements des caféiers âgés de plus de 3 ans continuent de se détériorer à partir de 1991 (à l'exception de la campagne 1994, particulièrement favorable), alors que les jeunes plantations arrivent (théoriquement) en pleine production.

⁵Le concept de *système de culture* s'applique à une parcelle ou à un groupe de parcelles cultivées de la même façon. Il désigne la combinaison spécifique des plantes cultivées et de leur association et/ou succession, avec l'ensemble ordonné des pratiques de culture qui leurs sont appliquées. Les différentes cultures, prise une à une, ne peuvent en effet pas être comparées sans précautions. Quel sens pourrait avoir, en effet, de comparer la valeur ajoutée produite sur un are de caféiers avec celle produite sur la même surface de haricots si ces derniers n'occupent le terrain que trois ou quatre mois dans l'année et qu'une autre culture peut leurs succéder ? La simple comparaison des différentes cultures pratiquées n'est donc pas la plus significative et nous lui préférons celle des *systèmes de culture(s)* mis en place par l'agriculteur.

⁶C'est ce qui ressort des enquêtes réalisées entre 1990 et 1993 dans les différentes régions du pays dans le cadre de l'étude que nous avons coordonnée sur la dynamique des systèmes agraires au Burundi (H. COCHET, 1993). Voir également: H. COCHET (1995).

⁷COCHET (1993, 1995).

⁸Le concept de *système de production* s'applique au niveau de l'unité de production (l'exploitation agricole) et désigne la combinaison spécifique de différents systèmes de cultures et, le cas échéant, de différents systèmes d'élevage, combinaison mis en place par l'agriculteur grâce aux moyens de production et à la force de travail dont il dispose, et conformément à ses intérêts. Le "système de culture café" n'est donc qu'un sous-système du système de production et doit être analysé en tant que tel.

⁹Voir H. COCHET (1995) et A. NEVILLE (1992).

¹⁰En 1993 et 1994, la hausse porte sur le prix du kg de café-cerise livré aux stations de lavage, lequel passe de 36 à 40 F. bu. Nous avons répercuté cette hausse sur le prix du café-parche pour simplifier la construction du Graphique n° 2.

¹¹Le prix réel du café payé aux producteurs est calculé en utilisant l'indice général des prix à la consommation, fourni par le Ministère du Plan (*Annuaire Statistiques*).

¹²A la suite des bons résultats de la campagne 1994-1995 (récolte de 1994) dus à une récolte très bonne et à la hausse spectaculaire des cours mondiaux, une prime exceptionnelle de 15 F. bu/kg de cerise avait été prévue pour les producteurs. Elle anticipait en quelque sorte la "prime de début de campagne" décidée pour la récolte de 1995 (campagne 1995-1996).

¹³C'est la conclusion apportée sur ce point par Sylvie TILLIER en février 1994 (*Système de rémunération de la filière café*, rapport de mission, p. 19).

¹⁴Voir sur ce point: B. NDARISHIKANYE (1993, pp. 41-50).

¹⁵Les indices pour le sel et la "bière" de banane ont été calculés à partir des données de prix à la consommation sur le marché central de Bujumbura. Ces prix ne reflètent donc pas exactement ce qui se passe sur les collines dans la mesure où il existe des écarts de prix entre la colline et le marché central de Bujumbura. Les grandes tendances évolutives des prix (calculés en indice) des différents produits sont cependant identiques sur les marchés provinciaux et à Bujumbura, ce qui permet de confirmer les résultats de la comparaison.

¹⁶D'après les chiffres présentés par S. TILLIER (op cit, 1994).

¹⁷D'après les résultats de la campagne 1994/1995. Le calcul est basé sur la moyenne des prix de vente aux enchères et ne tient pas compte des frais de mise à FOB.

¹⁸Voir sur ce point: S. TILLIER/P. BURGESS (1990).

¹⁹Voir par exemple: J.P. HUBERT, C. OTOUL (1987) et: République du Burundi, Ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Direction Générale de la Planification Agricole et de l'Élevage, (1991).

²⁰Ce prix a été fixé à 100F. bu/jour dans l'étude déjà citée de J.P. HUBERT réalisée en 1987 (p. 134). Il a été fixé au même tarif en 1991 dans l'étude du MAE citée ci-dessus, sur les avantages comparatifs entre diverses cultures dans les régions du Moso et du Buyenzi. Dans ce dernier

cas, ce prix était censé représenter les 2/3 du prix de marché de la main-d'œuvre salariée (p. 99).

²¹1 000 F. bu pour 10 ares dans le Buyenzi en 1987 (J. P. HUBERT, op cit) et 15 000 F. bu par hectare et par saison culturale pour le Buyenzi en 1991 d'après l'étude déjà citée sur les avantages comparatifs.

²²On peut résumer les fonctions agronomiques du paillage comme suit: le paillis constitue un épais tapis de matière organique qui ralentit la dessiccation du sol pendant la saison sèche; en se décomposant progressivement, cette matière organique permet un enrichissement du sol en humus, un apport important d'éléments minéraux et une amélioration de la structure du sol; le paillis empêche les mauvaises herbes de se développer; il les "étouffe" en empêchant la lumière de parvenir jusqu'au sol; le paillis est une protection efficace contre l'érosion pluviale (impact direct des gouttes de pluie) et le ruissellement.

²³J.P. HUBERT, C. OTOUL (1987, 1988).

²⁴F. DESCROIX (1992, p. 19 et 26).

²⁵ADEPRINA/DGPAAE, op cit.

²⁶F. DESCROIX (op cit, p. 22).

²⁷D'après l'étude réalisée dans le Buyenzi dans le cadre de l'Etude ADEPRINA/DGPAAE sur la dynamique des systèmes agraires au Burundi (A. NEVILLE, op cit).

²⁸A. NEVILLE, op cit.

²⁹A l'exception notable d'une étude réalisée sur la commune de Mwumba en 1993 (V. METZLER, 1993).

³⁰De nombreuses techniques alternatives au paillage existent. La mise au point de ces techniques et leur application rapide semblent constituer un passage obligé au maintien et à l'accroissement de la production nationale de café. Elles constituent des conditions indispensables à une extension des surfaces caféicoles et à une augmentation de la production nationale de café.

³¹H. BEN HAMMOUDA (1995, p. 144). La dette n'en sera pas épongée pour autant, sa valeur par rapport à celle des exportations totales étant multipliée par cinq entre 1980 et 1989 (ibidem).

³²Pour une discussion sur la politique agricole au Burundi, voir: H. COCHET (1995b, p. 107-123).

³³Le café représentait 7 à 8 % du PIB du secteur primaire avant la hausse spectaculaire du prix mondial du café enregistrée en 1994, l'agriculture vivrière, 80% environ.